

Commune de LA PLAINE SUR MER

Débat d'Orientation Budgétaire

RAPPORT DE PRESENTATION
DU
Débat d'Orientation Budgétaire
2020

Sommaire

- Introduction
- Le contexte national
- Le contexte local
- Etat des comptes 2019
- Analyse des données financières
- L'incidence des budgets annexes
- Orientation budgétaire 2020
- Prospective financière
- Conclusion

INTRODUCTION

Le Débat d'orientation budgétaire définit les grandes lignes de la politique budgétaire de la commune, tout en apportant des précisions sur des ratios utiles à l'analyse prospective de la gestion des recettes, des dépenses et de la dette.

Selon les disposition de l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015, le débat d'orientation budgétaire s'appuie sur un rapport, il fait l'objet d'une délibération. Le rapport d'orientation budgétaire décrit les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, il prévoit le niveau d'épargne et d'endettement à la fin de l'exercice budgétaire.

CONTEXTE INTERNATIONAL

La macro-économie impacte les finances publiques, elle explique le positionnement **très bas des taux d'intérêt**.

Les relations internationales ont des conséquences économiques :

- **Tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine** : mise en place de droits de douane qui compliquent la circulation des marchandises.
- **Brexit** : moins d'investissement au Royaume Uni depuis 2 ans : les pays attendent avant d'investir (risque de droits de douane)
- **Iran** : attaque des équipements saoudiennes qui impacte le marché du pétrole.
- **Italie** : pays en dette, croissance à l'arrêt

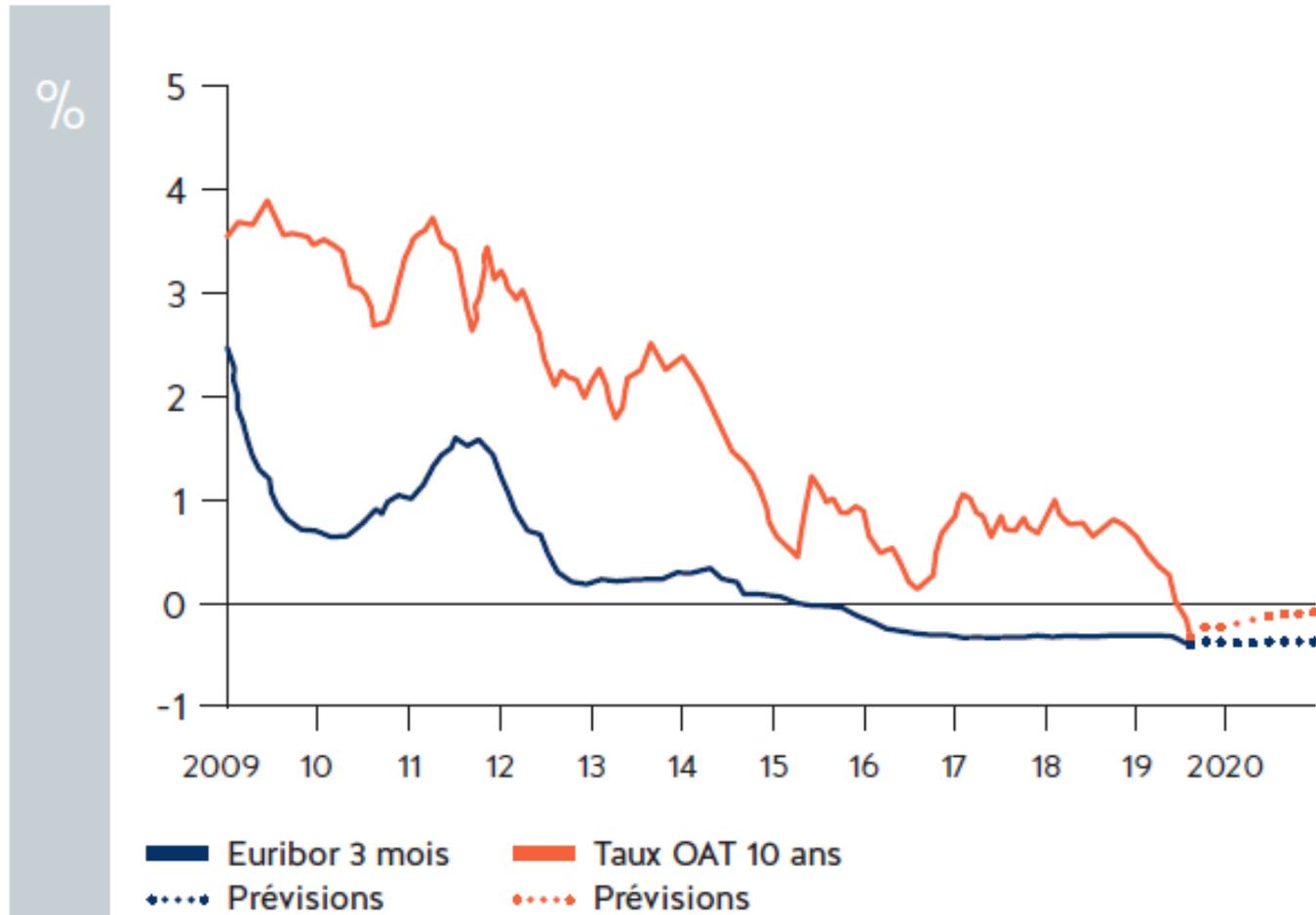
↳ Difficile de se projeter pour les économistes et les investisseurs : les marchés sont perturbés et dans l'incertitude

↳ Depuis fin 2018, poursuite de la baisse des taux longs aux Etats-Unis, comme dans les pays européens ; la Banque Central Européenne propose des taux négatifs, soit une situation inédite dans l'histoire économique

CONTEXTE INTERNATIONAL

ÉVOLUTION DES TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE

© La Banque Postale Collectivités Locales



■ Euribor 3 mois

■ Taux OAT 10 ans

◆◆◆◆ Prévisions

◆◆◆◆ Prévisions

Source : IHS, prévisions La Banque Postale (septembre 2019).

CONTEXTE NATIONAL

L'inflation reste faible : **moins de 1 %** l'an pour l'inflation sous-jacente qui exclut l'énergie, les produits alimentaires et les taxes. On perçoit une accélération modérée des salaires.

L'affaiblissement du prix du pétrole fin 2018, un contexte fiscal plus favorable et les éléments de soutien apportés par le gouvernement en réponse à la crise des « gilets jaunes » ont redonné du pouvoir d'achat aux ménages. La consommation commence à en bénéficier. Ce mouvement pourrait se prolonger car les ménages ont constitué une réserve d'épargne fin 2018-début 2019.



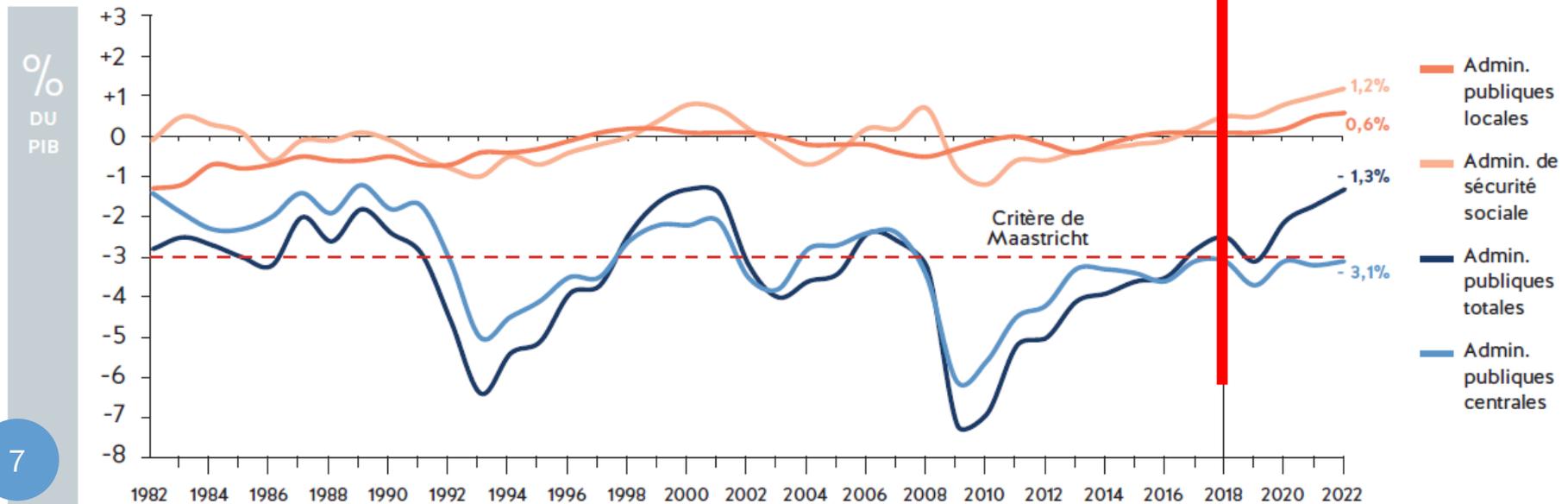
CONTEXTE MACROECONOMIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Déficit public :

- en 2019, le déficit public repasse sous la barre des 3,1 % du PIB
- pour 2020, le gouvernement prévoit un déficit de **-2,2 % du PIB** pour l'ensemble des administrations publiques (état, collectivités territoriales, administration de sécurité sociale dont hôpitaux)
- Depuis 2010, phase de réduction du déficit public (rôle important des collectivités territoriales), même si le rythme n'est pas aussi rapide que souhaité
- Toutefois, la tendance des dernières semaines laisse penser que l'on s'oriente vers une remontée du déficit public au-dessus de 3 %

LE DÉFICIT DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

© La Banque Postale Collectivités Locales



CONTEXTE MACROECONOMIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

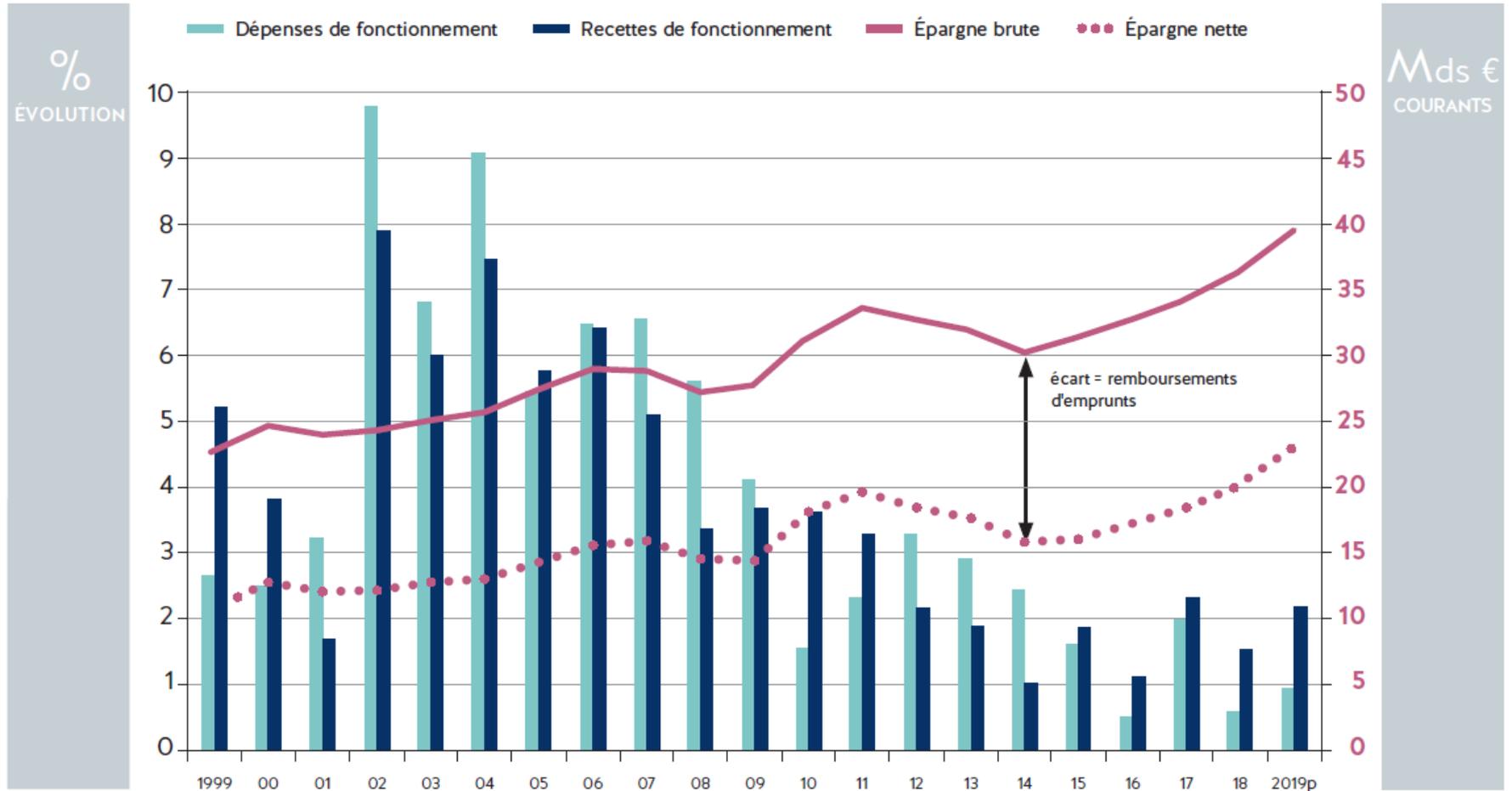
Excédent de fonctionnement :

- 5^{ème} année consécutive d'excédent de fonctionnement (recettes > dépenses), et donc d'augmentation de l'épargne
- Les dépenses de fonctionnement ont significativement décéléré (+0,9 % en 2019) ; l'objectif de la loi de programmation 2018-2022 prévoyant de limiter les dépenses des collectivités territoriales à + 1,2 % maximum a été tenu (démarche de contractualisation pour les collectivités ayant des dépenses réelles de fonctionnement > 60 M €) ; les efforts de gestion sont une réalité.
- Croissance raisonnable mais continue des recettes de fonctionnement (+3,1 % en 2019) grâce à :
 - la revalorisation forfaitaire des bases fiscales pour les taxes ménages (taxe d'habitation, taxe foncière)
 - le rendement des droits de mutation grâce à la bonne tenue du marché de l'immobilier
 - la sagesse fiscale : le recours au levier fiscal serait quasiment inexistant, certaines collectivités ayant même orienté leur taux à la baisse

CONTEXTE MACROECONOMIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

LES COMPOSANTES DE L'ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

© La Banque Postale Collectivités Locales

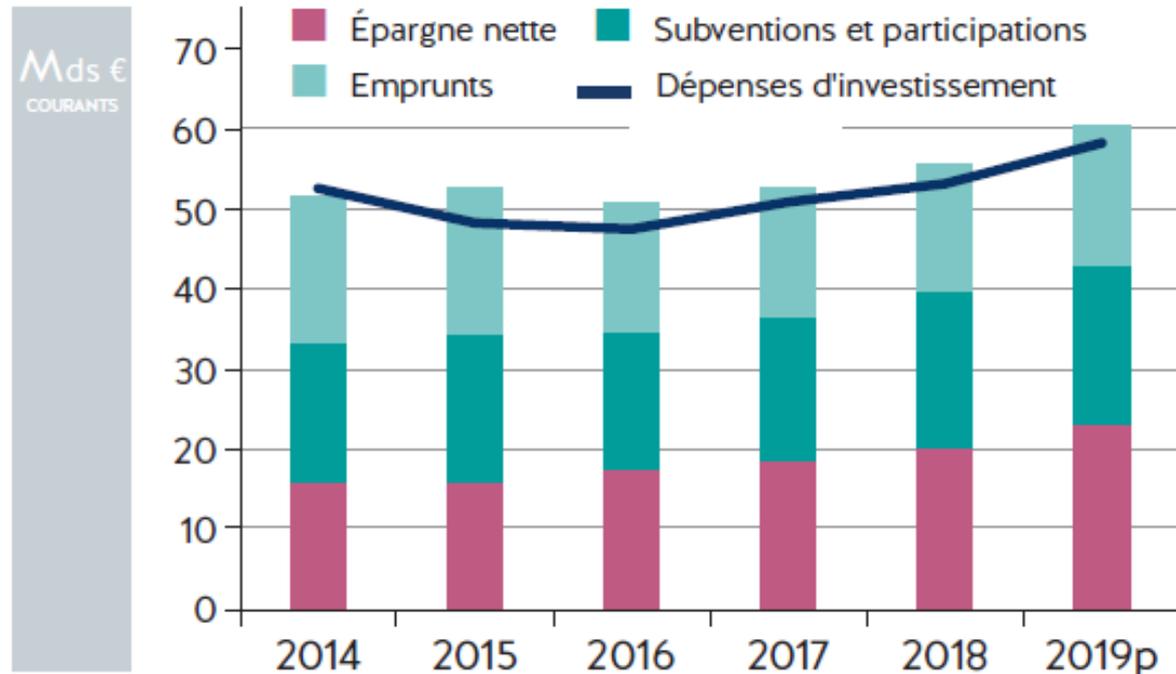


CONTEXTE MACROECONOMIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Investissement local soutenu par la croissance de l'épargne :

- Progression des dépenses d'investissement (+ 9,2 % en 2019), particulièrement marqué pour le bloc communal
- Croissance cyclique de l'investissement calée sur le cycle électoral (reprise à partir de 2017)

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS LOCAUX © La Banque Postale Collectivités Locales

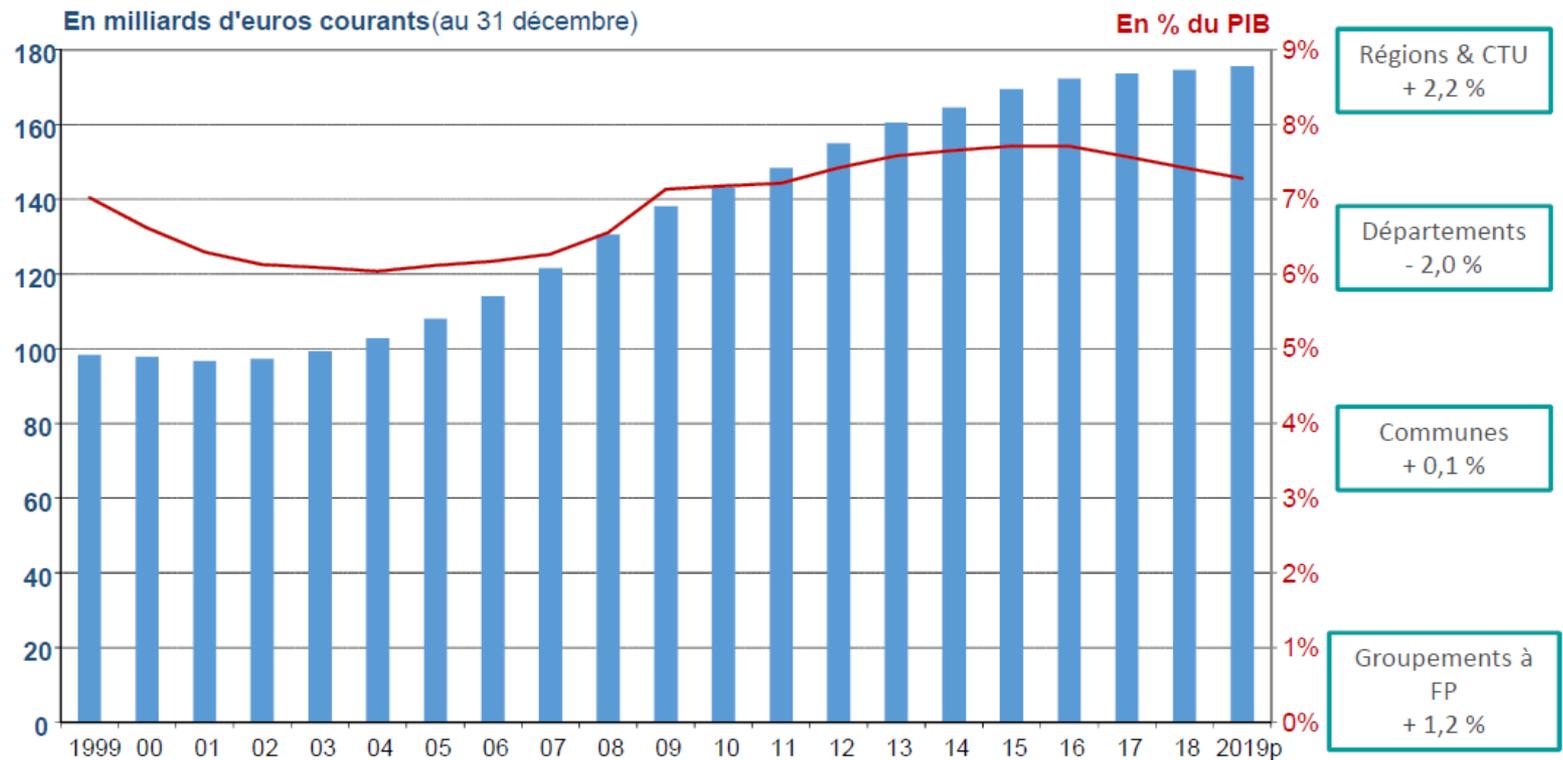


CONTEXTE MACROECONOMIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Encours de la dette :

- Légère progression en 2019 (+0,5 %)
- Les taux bas incitent à l'emprunt (effet d'aubaine)

Encours de dette des collectivités locales



*Données disponibles à partir de 2010
LA BANQUE POSTALE

© La Banque Postale Collectivités Locales

CONTEXTE MACROECONOMIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Perspectives 2020 :

- Les taux d'intérêt devraient rester bas, et l'inflation modérée
- Trajectoire de l'Etat : réduction de 0,6 points de la dépense publique (mais objectif ambitieux)
- Stabilité des dotations de l'Etat (inscrite dans la loi de programmation 2018-2022)
- Augmentation des recettes du fonds de compensation de la TVA liée à la reprise des dépenses d'investissement

CONTEXTE MACROECONOMIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Projet loi de finances 2020 :

Le sujet central concerne la suppression de la taxe d'habitation.

- Article 5 : **Suppression de la taxe d'habitation** sur les résidences principales
(1925 résidences principales soit 41,8 % du parc de logements)
 - Calendrier échelonné sur 2020 / 2021 / 2022 / 2023
 - Les résidences secondaires resteront redevables de la taxe d'habitation
(2441 résidences secondaires soit 53,0 % du parc de logements)
 - En 2020, poursuite de la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales (80 % des contribuables exonérés) : suppression présentée sans incidence majeure sur les recettes des collectivités locales. Toutefois, compensation des exonérations par l'Etat auprès des collectivités territoriales, sur la base du taux communal 2017 : instauration d'un ticket modérateur sur le produit calculé avec le taux 2019, d'où perte de l'augmentation de 2,5 % votée en 2018 pour le taux communal
 - Evolutions des valeurs locatives : + 0,9 % obtenue dans le cadre des débats autour de la loi de finances 2020

CONTEXTE MACROECONOMIQUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Projet loi de finances 2020 :

- Lancement de la **révision des valeurs locatives** (sert au calcul de la taxe foncière bâti et de la taxe d'habitation) : révision sur la base de l'observation des loyers pratiqués, prise en compte à compter de 2026.

LE CONTEXTE LOCAL

Evolution socio-économique

- La population légale INSEE de La Plaine-sur-Mer s'établit à **4248 habitants au 1er janvier 2019** (chiffre 2020 en attente). Contrairement à ce que l'on craignait suite au recensement 2018 qui a écarté les mobil-homes, il n'a pas été observé pour l'instant d'impact négatif sur l'évolution de la population DGF :
 - Équivalent de 6822 habitants en 2018
 - Équivalent de 6980 habitants en 2019
- Le nombre d'enfants scolarisés a augmenté sensiblement à la rentrée de septembre 2019 suite à la livraison de deux opérations de logements à loyer modéré (165 élèves à la rentrée 2019 à l'école publique contre 136 en 2018, les effectifs de l'école privée restent toutefois stables : 184 en 2019 contre 193 en 2018).
- Le nombre de logements neufs ayant fait l'objet d'un permis de construire entre le 1^{er} janvier et le 22 novembre 2019 est de 55, dont 50 résidences principales et 5 résidences secondaires. Le nombre pour 2019 devrait être inférieur à celui de 2018 (74), tout en étant supérieur aux objectifs affichés au Plan local d'urbanisme (55 logements/an).

LE CONTEXTE LOCAL

Centre bourg : poursuite des réflexions sur les perspectives de développement et projet de ZAC

- Poursuite des réflexions sur le développement équilibrée du centre-bourg. Le cabinet Atelier LAU et son groupement a été missionné en 2019 pour mener à bien l'étude prospective de développement du centre-bourg : il s'agit notamment de déterminer le positionnement des équipements publics, du commerce et des services ainsi que les modalités de déplacement. Les conclusions de l'étude sont attendues pour le début d'année 2020.
- Le projet de ZAC à vocation d'habitat prévoit la création de 370 logements d'ici 2030. L'aménagement porte sur 24 ha pour un coût prévisionnel, porté par l'aménageur, de 13.351.000 euros. Le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre est intervenu en 2018. L'année 2019 a été consacré à la concertation auprès de la population et la définition du plan de composition sur la tranche nord.

LE CONTEXTE LOCAL

Poursuite de la montée en compétences de la communauté d'agglomération Pornic Agglo Pays de Retz

- Préparation d'une nouvelle vague de transfert de compétences au 1^{er} janvier 2020 :
 - PEEJ (Petite enfance / Enfance / Jeunesse)
 - Gestion des eaux pluviales urbaines
- Intégration de la commune de Villeneuve en Retz
- Défense incendie transférée depuis le 1^{er} janvier 2019

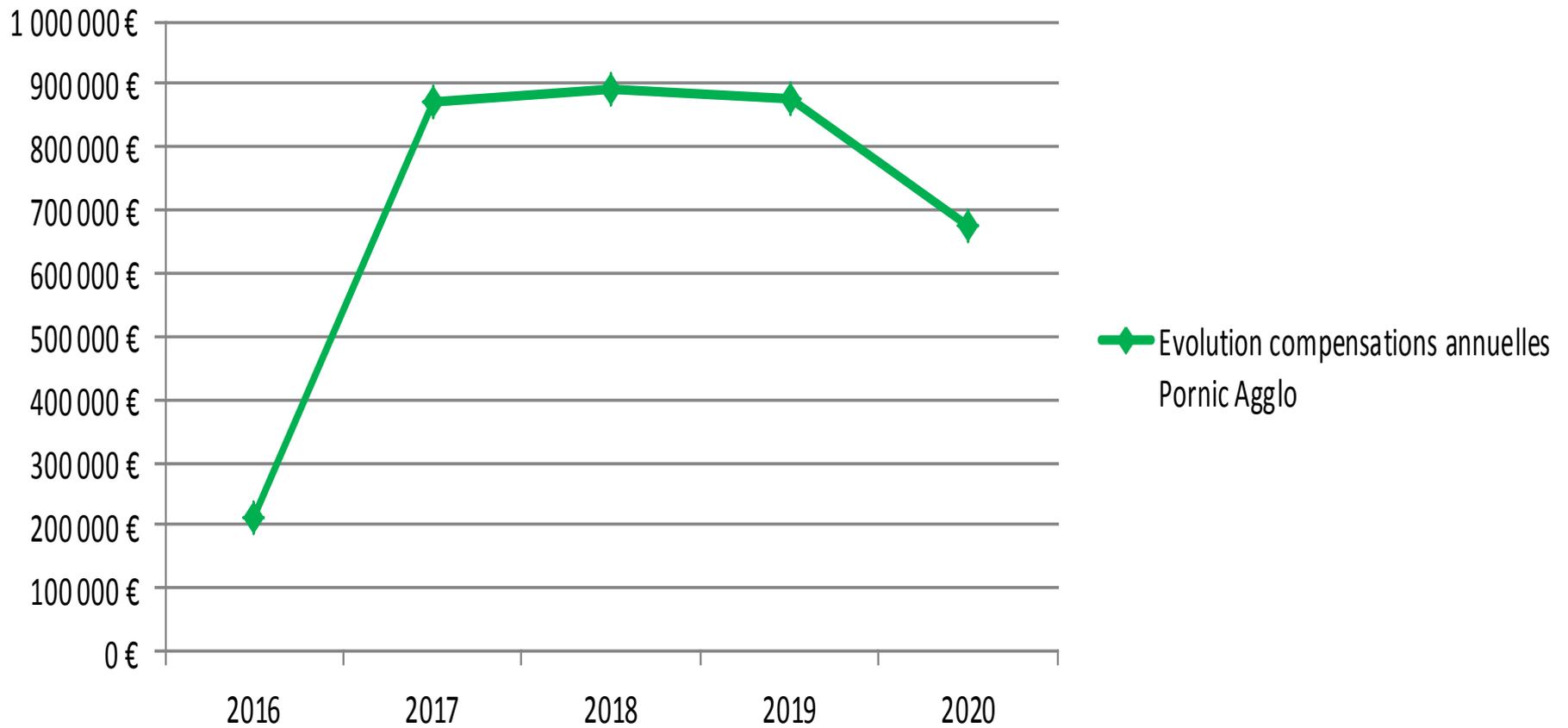
→ Le transfert de compétences est toujours accompagné de transfert de charges et des ressources correspondantes. Il ne constitue pas une source d'enrichissement local, ni d'économies.

→ Impact des transferts sur les attributions de compensation versées à la commune

EVOLUTION COMPENSATIONS PORNIC AGGLO

	2016	2017	2018	2019	2020
Evolution compensations annuelles Pornic Agglo	210 152 €	869 538 €	889 708 €	875 896.20 €	675 974.00 €
Reversement produits fiscaux suite passage à la TPU : CFE,CVAE,IFER, TASCOM et compensation transfert OTI	210 152 €	210 152 €	210 152 €	210 152 €	210 152 €
Transfert Taxe Habitation part Départementale		668 051 €	668 051 €	668 051 €	668 051 €
Transfert ZAE		-8 665 €	-9 491 €	-9 491 €	-9 491 €
Malus ZAE			-194 €	-194 €	-194 €
Neutralisation passage en FPU			21 190 €	21 190 €	21 190 €
Défense incendie				-10 488 €	-10 488 €
Associat° Bassin Versant Baie de Bourgneuf : participation annuelle versée antérieurement par la commune				-128 €	-128 €
Politique communautaire du logement : participation annuelle versée antérieurement par la commune à l'ADIL				-1 006 €	-1 006 €
Co-financement du service commun "recherche de financements et assistance au montage de projets" à hauteur de 50% et au prorata de la population DGF				-2 189.80 €	-2 189.00 €
Transfert de compétence Enfance Jeunesse : Estimation au 15-10-2019 : investissement (bat et mobilier subvention 30%) 21 882 € et fonct (77 704 + 348 + 3 600 + 1 200 + 1 755)84 607 €					-106 489 €
Transfert de compétence Eaux Pluviales : Estimation au 15-10-2019 : Investissement 52 352 € et fonctionnement avec hydrocurage 41 082 €					-93 434 €

Evolution compensations annuelles Pornic Agglo



LE CONTEXTE LOCAL

Nouvelles actions de mutualisations avec Pornic Agglo Pays de Retz :

- Première année de fonctionnement du service commun « recherche de subvention » (coût annuel pour la commune de la Plaine sur Mer : 2189 €)
- Service RH mutualisé Pornic Agglo Pays de Retz / Ville de Pornic / Les Moutiers
- Lancement de groupements de commande :
 - Audit informatique
 - Balayage de la voirie
 - Document unique d'évaluation des risques professionnels
 - RGPD (règlement général sur la protection des données)
 - CISPDP (Conseil intercommunal de sécurité et de prévention contre la délinquance)

LE CONTEXTE LOCAL

Transfert des ports au syndicat mixte de pêche et de plaisance de Loire Atlantique :

- Création du syndicat mixte à compter du 1^{er} janvier 2020
- Préparation du transfert tout au long de l'année 2019
- Les ports de Gravette et du Cormier sont concernés
- Transfert de compétences accompagné du transfert des agents
- Suppression en 2019 de la dotation libre emploi versée par le Département à la commune
- Transfert du résultat de l'exercice budgétaire (budget annexe port), ainsi que de la provision du dragage au syndicat mixte

Etat provisoire des comptes au 02/12/2019

Etat des comptes au 02/12/2019 : dépenses de fonctionnement

Chapitre	Budgétisé	Réalisé	
		Montant	%
Fonctionnement - Dépense	5 285 609.00 €	3 713 887.65 €	70,26%
011 - Charges à caractère général	1 257 000.00 €	919 334.52 €	73,14%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	2 542 605.00 €	2 035 972.16 €	80,07%
014 - Atténuations de produits	439 508.00 €	366 250.00 €	83,33%
023 - Virement à la section d'investissement	278 554.16 €	0.00 €	0,00%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	250 899.93 €	51 573.19 €	20,56%
65 - Autres charges de gestion courante	381 400.00 €	231 667.65 €	60,74%
66 - Charges financières	120 002.91 €	108 018.46 €	90,01%
67 - Charges exceptionnelles	15 639.00 €	1 071.67 €	6,85%

Etat provisoire des comptes au 02/12/2019

- Etat des comptes au 02/12/2019 : recettes de fonctionnement

Chapitre	Budgétisé	Réalisé	
		Montant	%
Fonctionnement - Recette	5 285 609.00 €	4 576 071.38 €	86,58%
013 - Atténuations de charges	42 000.00 €	35 160.16 €	83,71 %
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	15 000.00 €	9 289.19 €	61,93 %
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	404 377.00 €	202 280.26 €	50,02 %
73 - Impôts et taxes	3 483 936.00 €	3 043 746.70 €	87,37 %
74 - Dotations, subventions et participations	1 300 316.00 €	1 164 501.97 €	89,56 %
75 - Autres produits de gestion courante	25 878.00 €	46 491.03 €	179,65 %
76 - Produits financiers	14 102.00 €	2.13 €	0,02 %
77 - Produits exceptionnels	0.00 €	74 599.94 €	0,00 %

Etat provisoire des comptes au 02/12/2019

- Etat des comptes au 02/12/2019 : dépenses d'investissement

Chapitre	Budgétisé	Réalisé	
		Montant	%
Investissement - Dépense	4 349 123.81 €	2 748 013.38 €	63,19%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	15 000.00 €	9 289.19 €	61,93%
041 - Opérations patrimoniales	11 261.00 €	11 260.77 €	100,00%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	7 236.00 €	7 235.23 €	99,99%
16 - Emprunts et dettes assimilées	464 343.09 €	425 610.46 €	91,66%
20 - Immobilisations incorporelles	25 498.00 €	18 504.00 €	72,57%
204 - Subventions d'équipement versées	178 440.00 €	89 026.98 €	49,89%
21 - Immobilisations corporelles	514 835.72 €	307 949.44 €	59,82%
23 - Immobilisations en cours	3 132 510.00 €	1 879 137.31 €	59,99%

Etat provisoire des comptes au 02/12/2019

Etat des comptes au 02/12/2019 : recettes d'investissement

Chapitre	Budgétisé	Réalisé	
		Montant	%
Investissement - Recette	4 349 123.81 €	3 092 567.10 €	71,11%
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	1 602 425.69 €	1 602 425.69 €	100,00%
021 - Virement de la section de fonctionnement	278 554.16 €	0.00 €	0,00%
024 - Produits de cessions	37 800.00 €	0.00 €	0,00%
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	250 899.93 €	51 573.19 €	20,56%
041 - Opérations patrimoniales	11 261.00 €	11 260.77 €	100,00%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	1 305 146.03 €	1 303 595.26 €	99,88%
13 - Subventions d'investissement	608 245.00 €	113 348.03 €	18,64%
16 - Emprunts et dettes assimilées	200 000.00 €	0.00 €	0,00%
204 - Subventions d'équipement versées	0.00 €	10 364.16 €	0,00%
27 - Autres immobilisations financières	54 792.00 €	0.00 €	0,00%

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

- En raison de la tenue des élections municipales les 15 et 22 mars 2020, le DOB est débattu en fin d'année 2019 pour un vote du budget primitif en janvier 2020.
- L 'année 2019 n'étant pas achevée, les données financières sont établies à partir du compte administratif 2018 définitif.

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

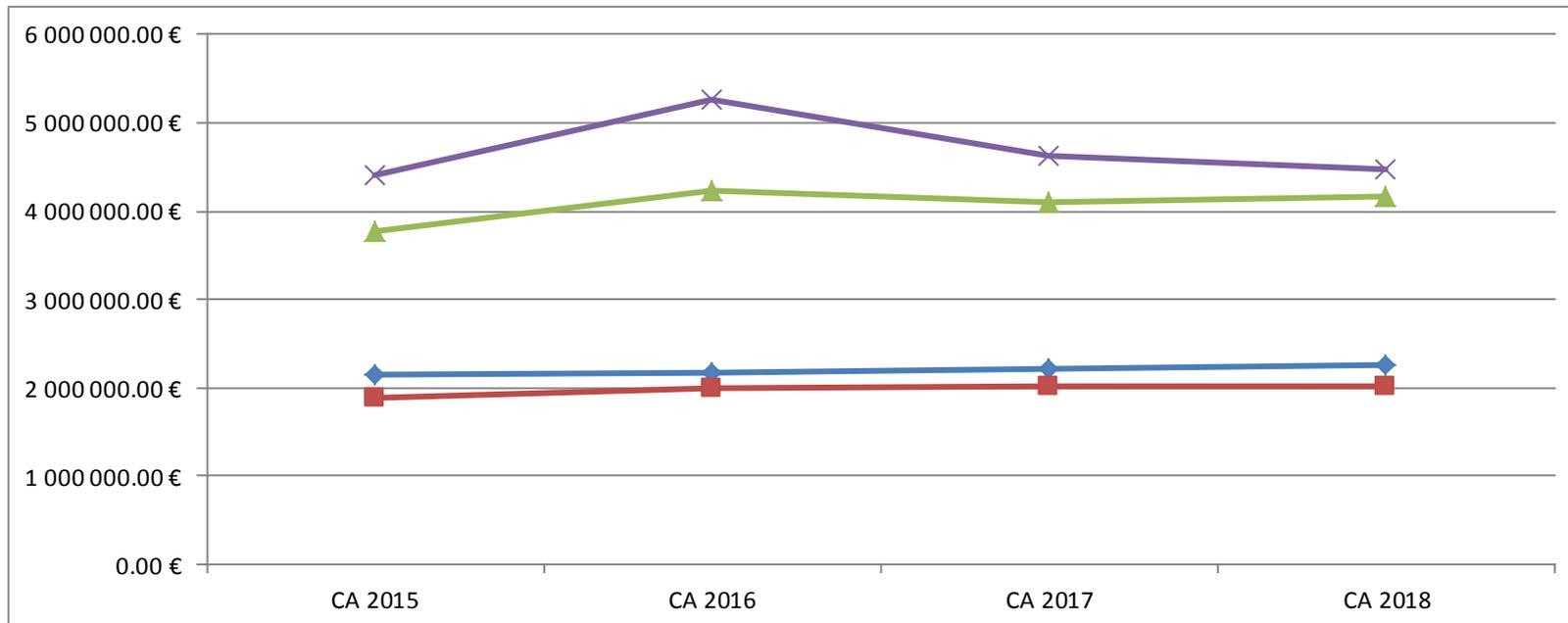
Evolution des dépenses de fonctionnement de 2015 à 2018

Dépenses de fonctionnement	CA 2015 en €	CA 2016 en €	CA 2017 en €	CA 2018 en €	Part de chaque chapitre	Part évolution N-1
Charges à caractère général	1 000 514.22	1 090 127.38	998 094.59	1 014 327.15	24.30%	101.6264%
Charges du personnel	2 157 746.77	2 170 801.55	2 207 548.24	2 260 730.17	54.16%	102.4091%
Atténuation de produits	76 800.00	468 561.00	439 508.00	439 508.00	10.53%	100.0000%
Autres charges de gestion courante	285 533.38	299 632.94	298 351.22	302 266.27	7.24%	101.3122%
Charges financières	163 907.72	161 830.29	135 000.00	142 467.47	3.41%	105.5315%
Charges exceptionnelles	95 731.27	34 187.44	17 600.18	15 117.84	0.36%	85.8959%
TOTAL DEPENSES REELLES	3 780 233.36	4 225 140.60	4 096 102.23	4 174 416.90	100.00%	101.9119%
Opérations d'ordre entre sections	618 345.63	1 038 271.49	527 113.90	306 609.01		
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	4 398 578.99	5 263 412.09	4 623 216.13	4 481 025.91		

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Evolution des charges de personnel 2015-2018 par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement

	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	en % des dép. réelles (CA 2018)	en % des dép. réelles (CA 2017)
CHARGES TOTALES DE PERSONNEL	2 157 746.77 €	2 170 801.55 €	2 207 548.24 €	2 260 730.17 €	54.157%	53.894%
CHARGES DE PERSONNEL -ATTENUAT° CHARGES RH - REMB CHARGES PERS. BUDGETS ANNEXES	1 883 688.68 €	1 985 992.72 €	2 020 887.43 €	2 014 083.83 €	48.248%	49.337%
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	3 780 233.36 €	4 225 140.30 €	4 096 102.23 €	4 174 416.90 €		
DEPENSES TOTALES DE FONCTIONNEMENT	4 398 578.99 €	5 263 411.79 €	4 623 216.13 €	4 481 025.91 €		

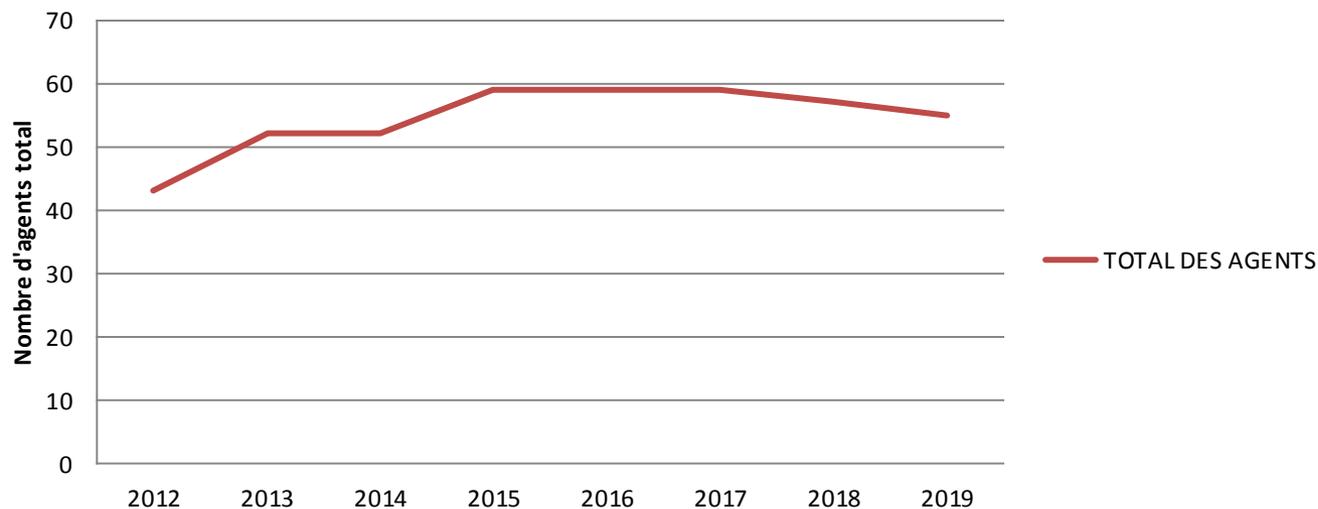


ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Evolution des effectifs communaux au 1^{er} janvier de l'année

SERVICES	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
ACCUEIL PERISCOLAIRE - ADOS	1	6	6	6	6	6	5	5
ADMINISTRATIF	12	12	13	13	13	13	12	11
BIBLIOTHEQUE-MEDIATHEQUE	1	1	1	3	3	3	3	3
CCAS								1
ECOLE	2	2	2	2	2	2	2	2
EVENEMENTIEL					1	1	1	1
POLICE MUNICIPALE	2	2	2	3	3	3	3	3
PORTS	3	3	3	3	3	3	3	3
RESTAURATION SCOLAIRE	9	11	11	14	14	13	13	13
SERVICE TECHNIQUE	13	15	14	15	14	15	15	13

EVOLUTION DU NOMBRE DES AGENTS



ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Evolution des recettes de fonctionnement de 2015 à 2018

Recettes de fonctionnement	CA 2015 en €	CA 2016 en €	CA 2017 en €	CA 2018 en €	Part de chaque chapitre	Part évolution N-1
Atténuation de charges	61 844.31	56 085.62	53 364.57	115 119.75	2.13%	215.7232%
Produits et services du domaine	442 291.89	346 227.84	522 196.78	378 948.50	7.02%	72.5681%
Impôts et taxes	2 759 980.76	3 211 676.24	3 315 061.40	3 457 617.20	64.05%	104.3002%
Dotations et participations de l'Etat	1 406 230.78	1 331 976.50	1 323 205.16	1 359 192.49	25.18%	102.7197%
Autres produits de gestion courante	43 778.11	38 119.88	38 441.62	29 267.84	0.54%	76.1358%
Produits financiers	19 586.40	18 239.14	16 796.86	15 450.13	0.29%	91.9823%
Produits exceptionnels	289 413.43	502 048.52	2 973.69	42 663.74	0.79%	1434.7070%
TOTAL RECETTES REELLES	5 023 125.68	5 504 373.74	5 272 040.08	5 398 259.65	100.00%	102.3941%
Résultat de fonctionnement reporté	0.00	0.00	152 205.68	0.00		
Opérations d'ordre entre sections	132 389.13	264 293.31	251.50	50 669.29		
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	5 155 514.81	5 768 667.05	5 424 497.26	5 448 928.94		

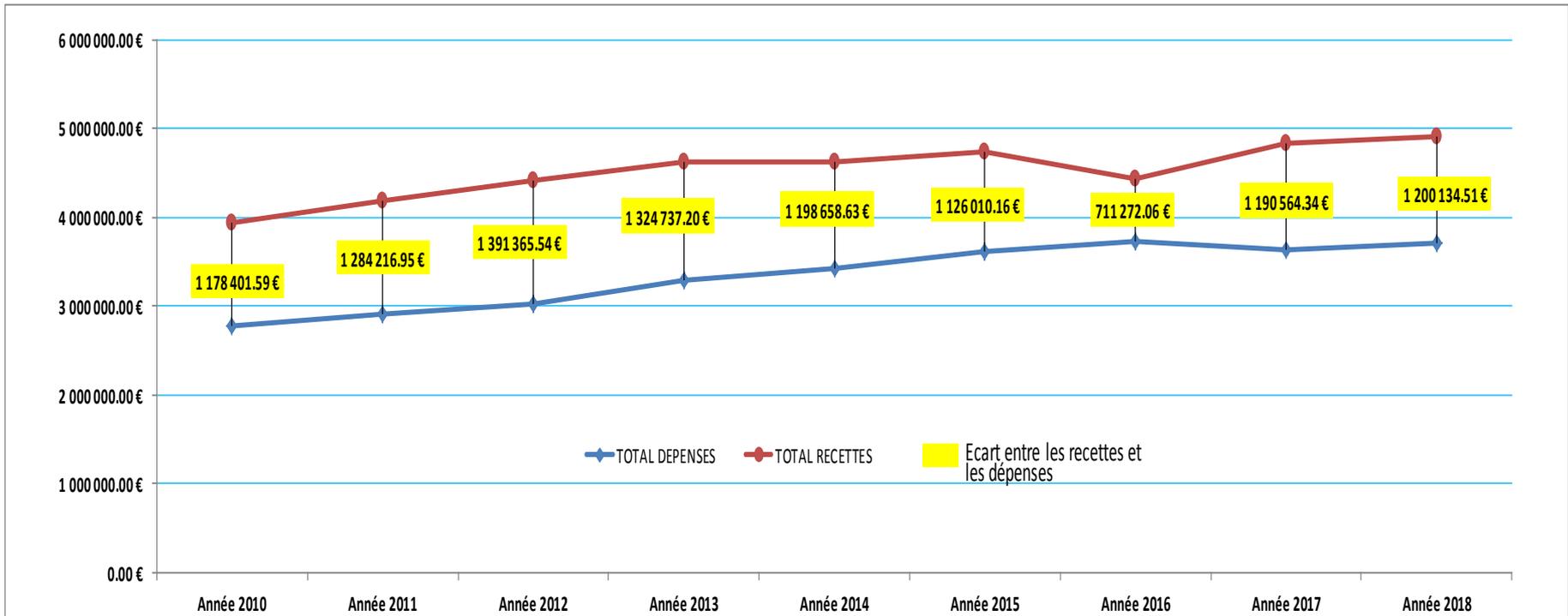
ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Evolution des bases fiscales de 2015 à 2018

TAXES		2015	2016	2017	2018	Variat° en % 2018/2017	Ratios/hab. en 2018 (4119 hab)
T.H.	Bases	10 132 138 €	10 121 978 €	10 429 220 €	10 831 150 €	3.8539	2 629.56 €
T.F.B	Bases	5 916 363 €	6 005 749 €	6 151 795 €	6 331 999 €	2.9293	1 537.27 €
T.F.N.B.	Bases	80 069 €	82 146 €	81 238 €	80 705 €	-0.6561	19.59 €
C.F.E.	Bases	462 723 €	0 €	0 €	0 €	0.0000	0.00 €
TOTAL BASES		16 591 293 €	16 209 873 €	16 662 253 €	17 243 854 €	3.4905	4 186.42 €

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement de 2010 à 2018 hors opérations d'ordre, charges et produits exceptionnels



Les mesures prises en 2017 et 2018 en matière fiscale et d'économie de gestion ont permis de contrecarrer l'effet « ciseau » menaçant l'équilibre budgétaire.

La stabilité des recettes des collectivités reste incertaine et incite à la prudence (maîtrise sans relâche des dépenses de fonctionnement).

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Evolution des dépenses d'investissement de 2015 à 2018

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2015 en €	CA 2016 en €	CA 2017 en €	CA 2018 en €	Part de chaque chapitre
Subventions d'investissement	0.00	0.00	55 083.00		0.00%
Remboursement capital des emprunts	441 248.83	510 746.67	489 414.83	468 405.28	30.64%
Frais d'études, PLU et logiciels	56 270.04	30 846.94	32 511.92	33 939.52	2.22%
Subventions d'équipement versées	13 519.27	11 139.20	198 408.72	71 954.41	4.71%
Terrains bâtiments et matériels	1 267 195.79	228 462.58	83 144.39	238 595.96	15.61%
Construction (Bâtiments)	1 752 848.85	55 324.71	161 140.86	653 795.62	42.76%
Travaux de voirie, réseaux, sports-loisirs, littoral	584 482.32	223 183.80	441 057.69	62 195.95	4.07%
Dépôts et cautionnements versés (consignation DPU)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00%
Dépenses d'investissement sous mandat	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00%
TOTAL DEPENSES REELLES	4 115 565.10	1 059 703.90	1 460 761.41	1 528 886.74	100.00%
Opérations d'ordre entre sections (travaux en régie et cessions)	132 389.13	264 293.31	251.50	50 669.29	
Opérations patrimoniales (intégration des effacements de réseaux)	114 972.20	32 002.38	151 313.45	176 488.21	
Résultat d'investissement reporté			269 933.25		
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	4 362 926.43	1 355 999.59	1 882 259.61	1 756 044.24	

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Evolution des recettes d'investissement de 2015 à 2018

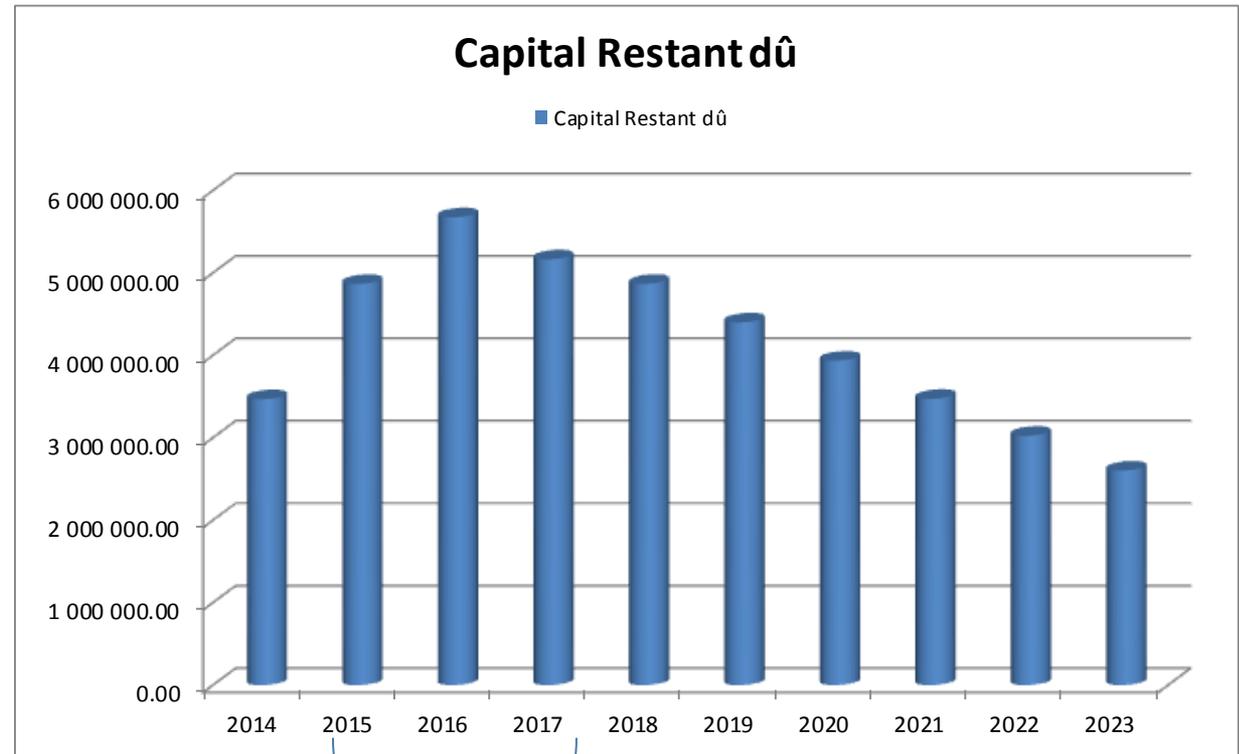
Recettes d'investissement	CA 2015 en €	CA 2016 en €	CA 2017 en €	CA 2018 en €	Part de chaque chapitre
Dotations, fonds divers (FCTVA et T.A)	740 793.41	559 341.96	241 823.32	345 327.62	24.45%
Excedent de fonctionnement capitalisé	848 146.84	756 935.82	505 254.96	801 281.13	56.73%
Subventions d'investissement	2 265.00	368 837.48	129 523.54	18 121.00	1.28%
Emprunts	1 250 000.00			193 000.00	13.66%
Autres immobilisations financières	54 791.50	54 791.50	54 791.50	54 791.50	3.88%
Remboursements divers	18 637.00	6 746.00	1.00		
Investissement sous mandat	0.00				
TOTAL RECETTES REELLES	2 914 633.75	1 746 652.76	931 394.32	1 412 521.25	100.00%
Opérations d'ordre entre sections	618 345.63	1 038 271.49	527 113.90	306 609.01	
Opérations patrimoniales	114 972.20	32 002.38	151 313.45	176 488.21	
Excédent d'investissement reporté	989 337.21	274 362.36	1 735 289.40	1 462 851.46	
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	7 551 922.54	4 837 941.75	4 276 505.39	3 358 469.93	

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Etat de la dette communale au 1er janvier 2020

- Sur les emprunts réels

Année	Capital Restant dû
2014	3 468 093.92
2015	4 866 180.60
2016	5 674 931.77
2017	5 164 185.10
2018	4 867 770.27
2019	4 399 364.99
2020	3 935 021.90
2021	3 472 742.01
2022	3 025 141.87
2023	2 603 414.30



Ilot de la Poste,
médiathèque,
office de tourisme

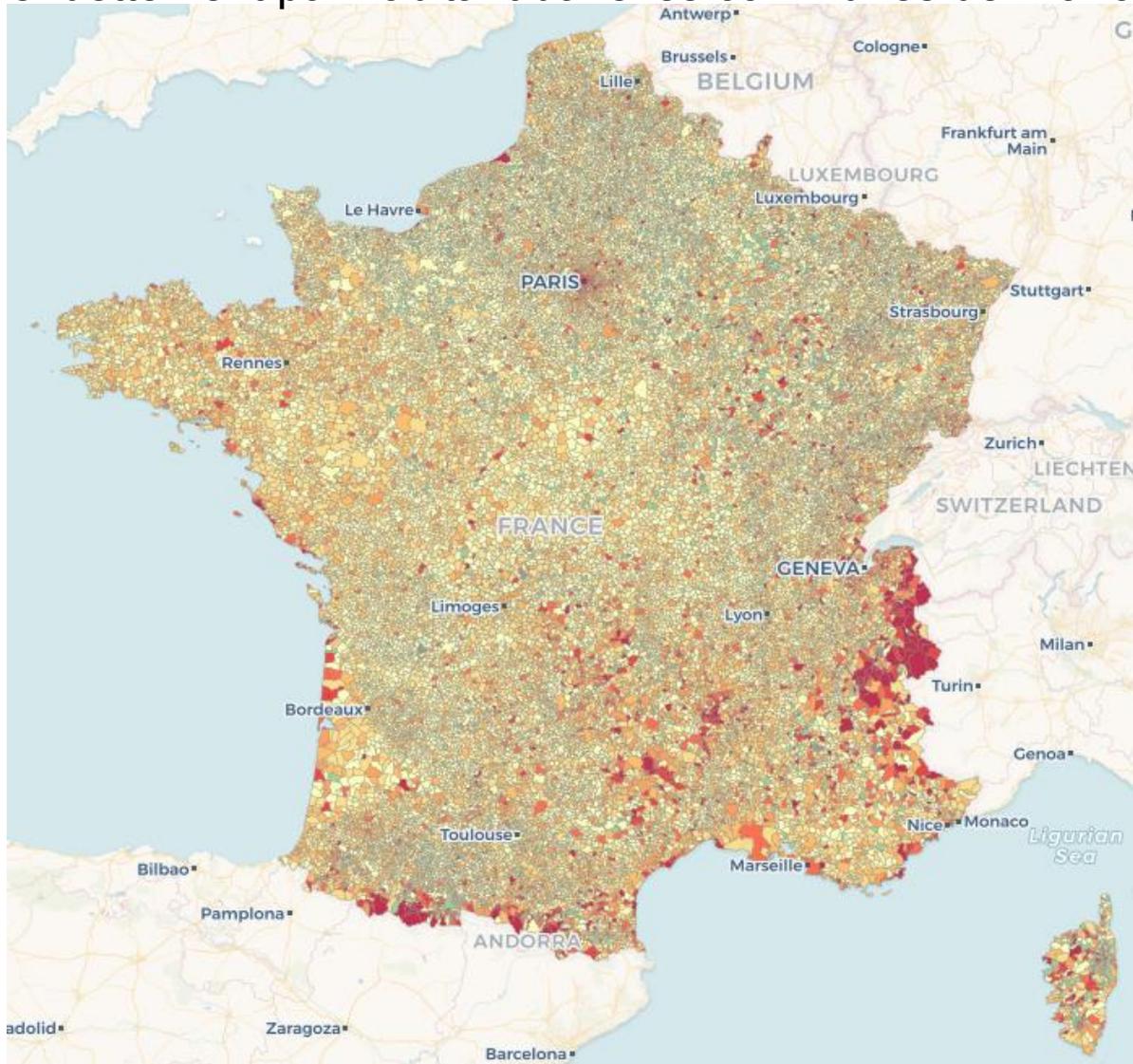
ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Les ratios de la dette communale

	2015		2016		2017		2018	
DESIGNATION	Moyenne Nationale de la strate	La Plaine sur Mer (base 3992 habitants)	Moyenne Nationale de la strate	La Plaine sur Mer (base 4038 habitants)	Moyenne Nationale de la strate	La Plaine sur Mer (base 4079 habitants)	Moyenne Nationale de la strate	La Plaine sur Mer (base 4119 habitants)
En cours de la dette au 31/12/ hab	1 084 €	1 422 €	769 €	1 279 €	770 €	1 146 €	763 €	1 068 €
Annuité de la dette en % des recettes de fonctionnement	12.82%	12.06%	10.35%	12.83%	9.90%	13.92%	9.86%	12.66%

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

L'endettement par habitant dans les communes de France en 2017

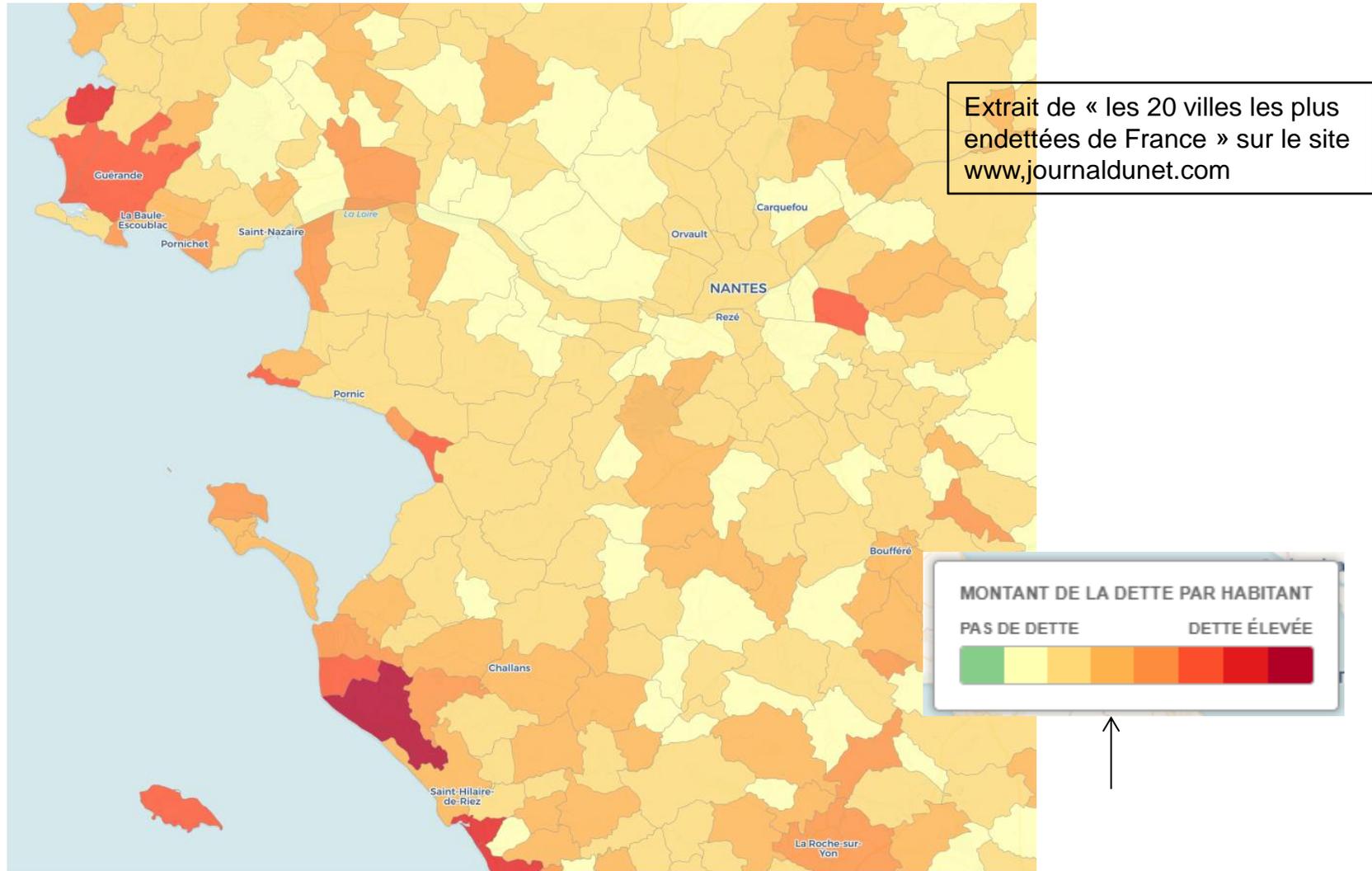


Extrait de « les 20 villes les plus endettées de France » sur le site www.journaldunet.com



ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

L'endettement par habitant dans les communes de France en 2017



La capacité de désendettement

- La **capacité de désendettement** - *encours de dette rapporté à l'épargne brute* - exprimée en nombre d'années est **un ratio de mesure de la solvabilité financière**. Il permet de déterminer le nombre d'années nécessaires pour rembourser intégralement le capital de la dette, en supposant que la collectivité y consacre la totalité de son épargne brute. Plus la collectivité dégage de l'épargne, plus le ratio sera faible, et plus la collectivité pourra poursuivre son désendettement, afin par la suite de financer de futurs investissements.

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

La capacité de désendettement

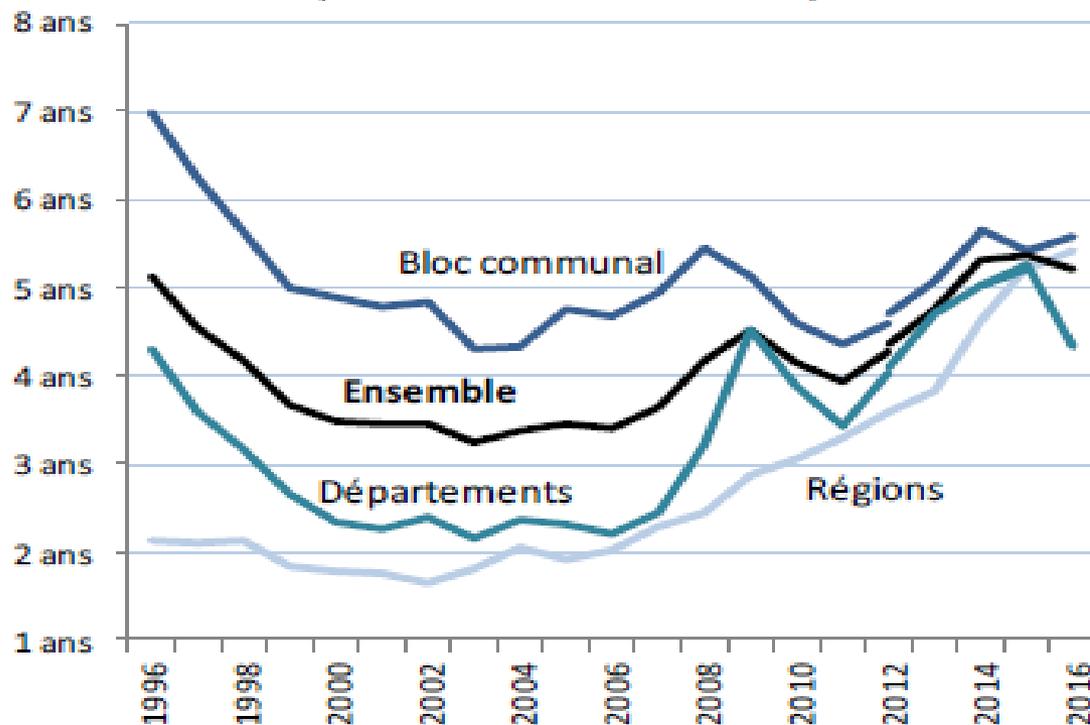
- La loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 indique : « la capacité de désendettement d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales est définie comme le rapport entre l'encours de la dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice écoulé...Il est défini en nombre d'années. ».
- « Le plafond national de référence est de 12 années pour les communes et pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ».

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

La capacité de désendettement

Extrait du « bulletin d'information statistique de la DGCL n°118 – octobre 2017 »

**Graphique 8 - Capacité de désendettement
(en nombre d'années)**



Champ : France métropolitaine et Dom.

Source : DGFIP, comptes de gestion (opérations budgétaires de 1996 à 2012, opérations réelles de 2012 à 2016).

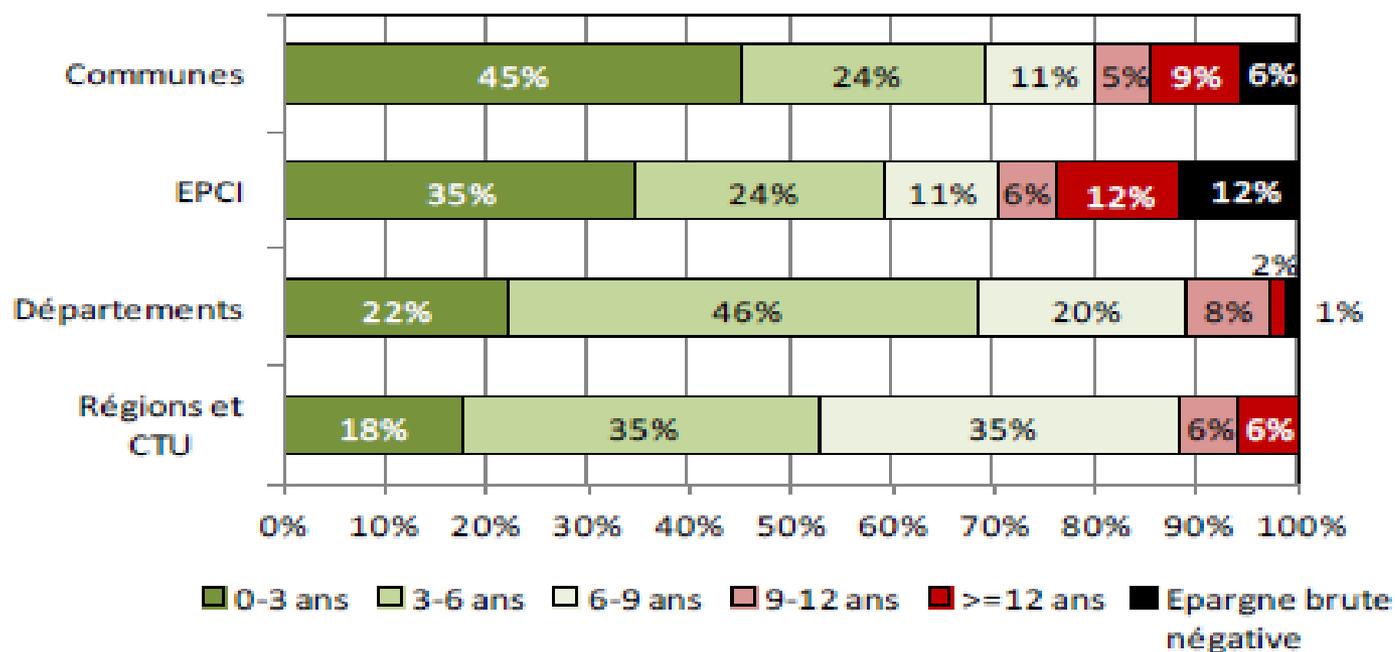
ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

La capacité de désendettement

Extrait du « bulletin d'information statistique de la DGCL n°118 – octobre 2017 »

Graphique 9 - Répartition des collectivités selon leur capacité de désendettement (pour chaque type de collectivités)

En 2016



Lecture : 45 % des communes ont en 2016 une capacité de désendettement comprise entre 0 et 3 ans.

Champ : Collectivités dont l'encours de dette est renseigné.

Source : DGFIP - Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

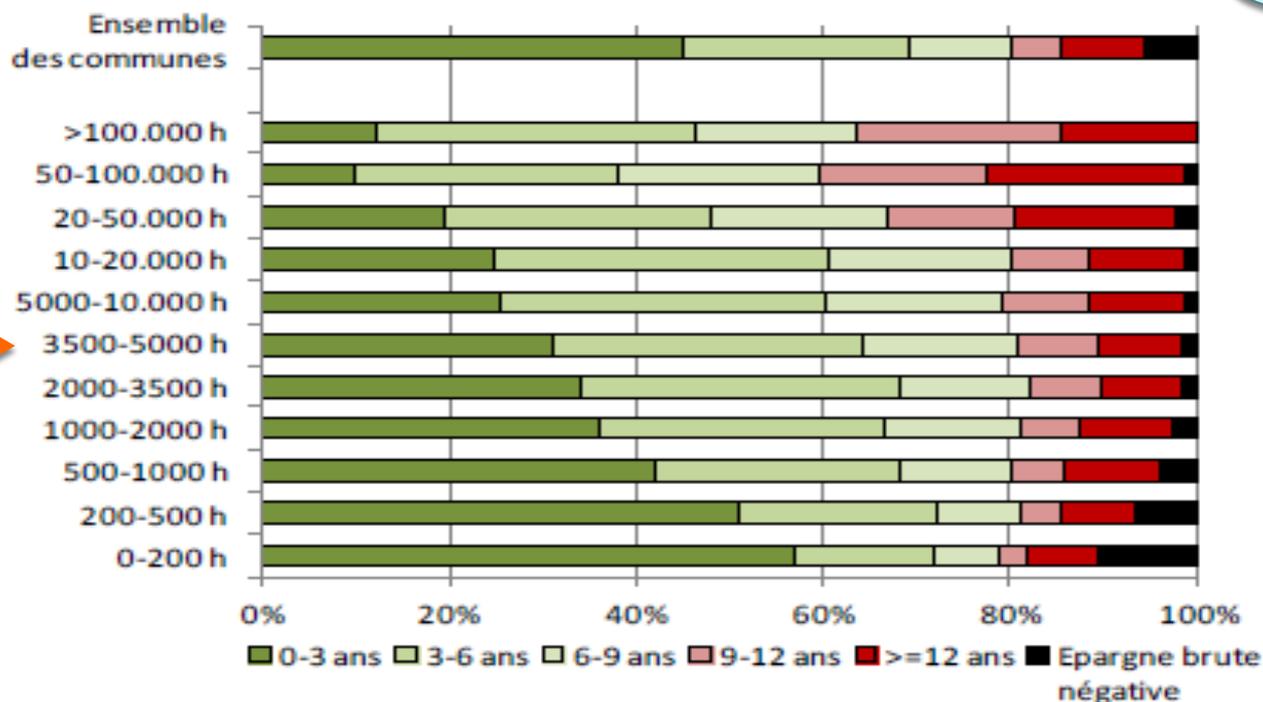
ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

La capacité de désendettement

Extrait du « bulletin d'information statistique de la DGCL n°118 – octobre 2017 »

Graphique 10 - Répartition des communes selon leur capacité de désendettement et selon leur taille

En 2016



Lecture : 12 % des communes de plus de 100 000 habitants ont en 2016 une capacité de désendettement comprise entre 0 et 3 ans.

Champ : Communes dont l'encours de dette est renseigné.

Source : DGFIP - Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

La capacité de désendettement

- D'après le rapport de la cour des comptes sur la situation financière des collectivités territoriales en 2018, la capacité de désendettement globale des collectivités est de 5.2 années.

LA PLAINE SUR MER					
EVOLUTION DE LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT					
Années	2014	2015	2016	2017	2018
Capacité désendettement en années	4.37	5.67	6.64	3.92	3.64

- On constate qu'en 2016, le ratio était de 6.64 années (le plus haut de tous suite aux gros investissements réalisés : îlot de la Poste, office de tourisme et médiathèque) **mais reste dans la moyenne des communes.**
- La capacité de désendettement en 2018 est donc très raisonnable puisqu'il est au dessous de la moyenne de l'ensemble des collectivités territoriales.
- En 2019, le ratio devrait être inférieur puisqu'aucun n'emprunt n'a été contracté.

ANALYSE DES DONNEES FINANCIERES

Les autres ratios

RATIOS	Année 2016		Année 2017		Année 2018	
	La Plaine sur Mer - 4 038 hab.	Moyenne de la Strate communes de 3 500 à 4 999 hab.	La Plaine sur Mer - 4 079 hab.	Moyenne de la Strate communes de 3 500 à 4 999 hab.	La Plaine sur Mer - 4 119 hab.	Moyenne de la Strate communes de 3 500 à 4 999 hab.
<u>Ratios de Niveau</u>						
1) Dépenses fonct./population	1 174 €	916 €	941 €	917 €	879 €	830 €
2) Produits de fonct./population	1 299 €	1 050 €	1 100 €	1 052 €	1 171 €	1 012 €
3) Produit impots/population	599 €	441 €	456 €	439 €	485 €	443 €
4) Encours de la dette/population	1 279 €	769 €	1 146 €	770 €	1 068 €	763 €
5) D.G.F./population	281 €	152 €	278 €	146 €	277 €	145 €
6) Dépenses d'équipement/population	140 €	268 €	262 €	304 €	258 €	344 €
7) Cap. Autofinancement brut/population	193 €	177 €	216 €	179 €	293 €	183 €
<u>Ratios de Structure</u>						
1) Charges personnel/dépenses réelles fonct.	44.63%	48.10%	56.15%	48.77%	59.27%	53.27%
2) En cours dette au 31-12 /rec. réelle.fonct.	98.48%	73.26%	104.22%	73.12%	91.18%	75.38%
3) Annuité de la dette en % recettes. Fonct.	12.83%	10.35%	13.92%	9.90%	12.66%	9.86%

L'INCIDENCE DES BUDGETS ANNEXES

- Le budget principal est complété par deux budgets annexes :
 - **cellules commerciales,**
 - **panneaux photovoltaïques.**
- Le budget annexe «Ports» va être transféré au syndicat mixte de pêche et de plaisance de Loire Atlantique au 1^{er} janvier 2020
- Les budgets « cellules » et «panneaux photovoltaïques» comportent des écritures comptables ayant peu d'incidence financière sur le budget principal.

L'INCIDENCE DES BUDGETS ANNEXES

- Le budget annexe « Cellules commerciales ». La construction des cellules commerciales a nécessité un emprunt de 750 000 € sur 15 ans inscrit sur le budget principal. Chaque année, le budget annexe « Cellules commerciales » rembourse au budget principal les annuités du capital et des intérêts. Le coût du crédit est compensé par les loyers de la Poste et des cellules commerciales. Une subvention communale est nécessaire pour équilibrer le budget annexe « Cellules commerciales » et s'élève à 8 101 € au BP 2020 (9 948 € en 2019).
- Le budget annexe « Panneaux Photovoltaïques » . La subvention communale pour équilibrer le budget annexe s'élève à 1 087 € au BP 2020 (1 389 € en 2019).

L'INCIDENCE DES BUDGETS ANNEXES

Emprunts effectués sur le budget principal se rapportant aux budgets annexes :

- « panneaux photovoltaïques » : 86 247 €,
- « Cellules commerciales » : 750 000 €.

L'INCIDENCE DES BUDGETS ANNEXES

- ▶ Les budgets annexes « Panneaux Photovoltaïques » et « Cellules commerciales » reversent chaque année au budget principal la part de capital et d'intérêts de leur emprunt. Ces sommes figurent aux chapitres 27 et 76 du budget principal.
- ▶ L'unité budgétaire impose une présentation globale des équilibres, toutefois, pour une analyse financière plus fine, les emprunts relatifs aux budgets annexes peuvent être discernés afin d'en mesurer l'impact sur les ratios communaux.

L'INCIDENCE DES BUDGETS ANNEXES

- ▶ Ratio d'endettement communal sans la part des emprunts des budgets annexes

	2016		2017		2018		2018 sans emprunts des budgets annexes	
DESIGNATION	Moyenne Nationale de la strate	La Plaine sur Mer (base 4038 habitants)	Moyenne Nationale de la strate	La Plaine sur Mer (base 4079 habitants)	Moyenne Nationale de la strate	La Plaine sur Mer (base 4119 habitants)	Moyenne Nationale de la strate	La Plaine sur Mer (base 4119 habitants)
En cours de la dette au 31/12/ hab	769 €	1 279 €	770 €	1 146 €	763 €	1 068 €	763 €	923 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

PREAMBULE

- Le projet de budget 2020 est présenté en détail à la commission des finances du 14 janvier 2020.
- Le DOB se base sur une estimation des restes à réaliser (RAR) et une estimation du résultat de l'exercice budgétaire 2019.
- Conformément à l'article L2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune est tenue d'inscrire au budget principal les dépenses obligatoires dont la nature a été rappelée à l'assemblée délibérante le 9 mars 2015 lors du premier débat d'orientation budgétaire de la mandature.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

CADRAGE

L'orientation budgétaire 2020 s'appuie sur les engagements pris les années précédentes, et conformément à la loi de programmation 2018-2022 :

- maîtriser les dépenses de fonctionnement
- optimiser les recettes
- poursuivre l'aménagement et l'entretien des équipements publics pour répondre aux besoins de la population
- diversifier les mutualisations, le développement de services communs et les marchés à bons de commandes dans le cadre de la coopération intercommunale
- maîtriser l'endettement selon un plan pluriannuel compatible avec les capacités d'autofinancement et d'épargne nette
- La prise en compte des transferts de compétence « Enfance » et « Ports »

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

CADRAGE (suite)

Les choix opérés en 2017 et 2018 en matière de fiscalité locale et la maîtrise des dépenses de fonctionnement ont permis de mettre un terme à l'érosion de l'épargne nette constatée entre 2015 et 2016.

Cependant, les **marges de manœuvre demeurent limitées**. Les ressources résultant de la gestion des services et du domaine ne sont pas orientées à la hausse, tandis que les dotations de l'Etat sont incertaines

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

CADRAGE (suite)

Le cadrage financier pour 2020 repose sur une **évolution faible des recettes prévisionnelles**.

- Le produit global des contributions directes progressera modérément, l'évolution des valeurs locatives est fixée à 0.9 %.
- Le nombre de logements construits au cours des 2 dernières années devrait avoir un impact positif sur le produit des taxes locales. Cependant, le produit sera minoré car la compensation des taxes d'habitation sur les résidences principales sera calculée sur le taux de 2017.
- La Dotation de Solidarité Rurale a été estimée avec prudence car les critères de calcul sont variables et dépendent des autres collectivités.
- Le Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle risque de disparaître donc aucune prévision n'a été inscrite au budget.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	Projet BP 2020	Pour info DOB 2019
CHAPITRE 011 : Charges à caractère général	1 277 618 €	1 257 000 €
CHAPITRE 012 : Charges du personnel	2 207 545 €	2 542 605 €
CHAPITRE 014 : Atténuation de produits	439 508 €	439 508 €
CHAPITRE 022 : Dépenses imprévues		
CHAPITRE 65 : Autres charges de gestion courante	380 150 €	371 400 €
CHAPITRE 66 : Charges financières	104 181 €	120 003 €
CHAPITRE 67 : Charges exceptionnelles	13 188 €	15 639 €
CHAPITRE 68 : Provisions	3 000 €	0 €
DÉPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	4 425 190 €	4 746 155 €
CHAPITRE 042 : Opérations d'ordre entre sections (amort.)	261 606 €	252 000 €
DEPENSES TOTALE DE FONCTIONNEMENT	4 686 795 €	4 998 155 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	Projet BP 2020	Pour info DOB 2019
CHAPITRE 70 : Produits des services du domaine	247 377 €	404 377 €
CHAPITRE 73 : Impôts et taxes	3 254 917 €	3 397 883 €
CHAPITRE 74 : Dotations et participations	1 183 531 €	1 214 474 €
CHAPITRE 75 : Autres produits de gestion courante	23 300 €	25 878 €
CHAPITRE 76 : Produits financiers	12 755 €	14 102 €
CHAPITRE 77 : Produits exceptionnels	0 €	0 €
CHAPITRE 013 : Atténuation de charges	20 000 €	42 000 €
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	4 741 880 €	5 098 714 €
CHAPITRE 042 : Opérations d'ordre entre sections (tvx Régie)	15 000 €	15 000 €
RECETTES TOTALES DE FONCTIONNEMENT	4 756 880 €	5 113 714 €

Virement en section d'investissement = Recettes de fonctionnement - Dépenses de fonctionnement	70 085 €	115 559 €
---	-----------------	------------------

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

- Le projet du budget de fonctionnement fait apparaître un virement prévisionnel pour la section d'investissement d'un montant de 70 085 €.
- Les priorités budgétaires 2020 en investissement résultent seulement des propositions nouvelles car les restes à réaliser seront repris au budget supplémentaire 2020. Les choix des investissements ont été établis lors de la commission de finances du 2 décembre dernier.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Détails des investissements

Article 2128 : Autres agencements et aménagements de terrains	6 150 €
Remplacement des jeux extérieurs Lakas et nouveaux jeux écoles	6 150 €
Article 2135 : installations générales, agencement et aménagement de construction	6 958 €
Alarme 2 zones CCAS et salle culturelle	3 335 €
Alarme école (modification du système)	3 623 €
Article 21568 : Autres matériels et outillage incendie et défense civile	3 930 €
Défibrillateur ormelette	2 500 €
Matériels poste de secours (VHF, brancard etc)	1 430 €
Article 2158 : Autres installations, matériel et outillage techniques	6 540 €
Divers matériels services techniques (taille haie, tronconneuse etc...)	6 540 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Détails des investissements

Article 2182 : Matériels de transport	38 072 €
Tondeuse autoportée	30 000 €
Remorque	5 892 €
Remorque pour machine peinture	2 180 €
Article 2183 : Matériels de bureau et informatique	14 460 €
Tablettes numériques médiathèque	1 500 €
3 ordinateurs portables écoles	1 760 €
1 ordinateur portable pour TBI école	700 €
1 ordinateur portable police municipale et poste de secours	500 €
Ordinateurs de bureau mairie suite arret mise à jour Windows 7	10 000 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Détails des investissements

Article 2184 : Mobilier	26 664 €
Tour à livres pour bandes dessinées médiathèque	1 000 €
Etagères archives police municipale (voir reprise étagères ancienne bibli ou ormelette)	300 €
Armoire inox cuisine restaurant scolaire	1 800 €
Mobilier de bureau mairie poste événementiel	2 000 €
2 Armoires ignifugées pour registres d'état civil	12 150 €
30 Tables et 60 bancs festivités	5 100 €
20 Tables rectangulaires	3 946 €
Meuble de rangement salles	368 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Détails des investissements

Article 2188 : Autres matériels	30 493 €
Climatiseur médiathèque	1 000 €
Vidéo projecteur interactif Optoma école	1 200 €
Sèche linge école maternelle	600 €
Ethylotest police municipale	450 €
2 Gilets pare balles police municipale	1 400 €
Aspirateur police municipale	170 €
Armoire froide restaurant scolaire	2 220 €
ouvre boites électrique restaurant scolaire	1 120 €
Stores intérieurs bureau compta mairie, salle de pause et réglage	4 318 €
Autolaveuse salles	7 533 €
Rack pour panneaux de signalisation	2 842 €
4 barnums 3x3 avec 3 cotés et goutières	3 389 €
16 poids en acier	784 €
Réhausse ridelles camion espaces verts	1 168 €
6 panneaux d'information poste de secours	2 200 €
Micro ondes poste de secours	99 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Détails des investissements

BATIMENTS	542 110 €
Travaux accessibilité handicap	50 000 €
Amélioration thermique ormelette (chaudière et chauffage)	16 000 €
Mise en place système Bricard CCAS	1 810 €
Travaux local poubelle mairie et 3 bureaux	8 000 €
Etanchéité poste de secours	5 000 €
Ossuaire cimetière	69 300 €
Eglise (maîtrise d'œuvre et travaux)	255 000 €
Restaurant scolaire (maîtrise d'œuvre)	130 000 €
Travaux liaisons informatiques (fin RTC et application PCS)	7 000 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Détails des investissements

VOIRIE	496 000 €
Complément de crédits giratoire RD 96	115 000 €
Complément de crédits route de la Prée	115 000 €
Complément de crédits signalétique	66 000 €
PAVC 2020 et aménagements de sécurité	200 000 €
RESEAUX	100 000 €
Extension de réseaux suite permis de construire	20 000 €
Effacement de réseaux bd de la Tara	80 000 €
SPORTS	12 371 €
Rénovation 3 terrains de tennis	12 371 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Total des investissements

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	PROJET BP 2020
CHAPITRE 020 : DEPENSES IMPREVUES	
CHAPITRE 10 : DOTATIONS ET FONDS D'INVESTISSEMENT	0 €
CHAPITRE 13 : SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	0 €
CHAPITRE 16 : EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (capital des emprunts)	462 280 €
CHAPITRE 20 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (Frais d'Études, PLU, logiciels)	0 €
CHAPITRE 204 : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES (extension réseaux)	100 000 €
CHAPITRE 21 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES (matériels, terrains et bâtiments)	133 267 €
CHAPITRE 23 : IMMOBILISATIONS EN COURS (travaux bâtiments, voirie et réseaux)	1 050 481 €
RAR DEPENSES 2019	0 €
DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	1 746 028 €
CHAPITRE 040 : OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS (Travaux Régie)	15 000 €
CHAPITRE 041 : OPERATIONS PATRIMONIALES (écritures intégration réseaux)	20 000 €
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 781 028 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Recettes d'investissements

RECETTES D'INVESTISSEMENT	PROJET BP 2020
CHAPITRE 001 : RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE (CA invest. N-1)	0 €
CHAPITRE 021 : VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	70 085 €
CHAPITRE 024 : PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION	0 €
CHAPITRE 10 : DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	470 000 €
CHAPITRE 13 : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	101 000 €
CHAPITRE 16 : EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	
CHAPITRE 204 : SUBVENTION D'EQUIPEMENT VERSEES	
CHAPITRE 27 : CREANCES SUR COLLECTIVITES PUBLIQUES (PANNEAUX PHOTO et CELLULES COMMERCIALES)	54 792 €
RAR RECETTES 2019	0 €
RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	695 877 €
CHAPITRE 040 : OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS (amortissements)	261 606 €
CHAPITRE 041 : OPERATIONS PATRIMONIALES (écritures intégration réseaux)	20 000 €
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	977 482 €
Différence Recettes - Dépenses	-803 546 €

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

EQUILIBRE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Au vu du delta manquant, Monsieur Le Maire propose d'inscrire un emprunt provisoire de 803 546 € qui sera supprimé au budget supplémentaire lors de la reprise des restes à réaliser et l'inscription de l'excédent de fonctionnement de l'année 2019.

ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

D'autre part, l'achat de la maison médicale pourrait soit être inscrite au projet de budget 2020 soit être délibérée au moment opportun au cours de l'année prochaine. Ce projet pourrait être financé par un emprunt qui serait remboursé par les loyers.

Simulation prospective financière :

Plan Pluriannuel d'Investissement

DETAIL DES INVESTISSEMENTS	2021	2022
Acquisition de biens immobiliers et mobiliers	100 300 €	100 300 €
Installations de voirie (tables, mobiliers urbain, illuminations, etc)	28 000 €	28 000 €
Matériels de transport	20 000 €	20 000 €
Matériels de bureau et informatiques	10 700 €	10 700 €
Mobilier	8 600 €	8 600 €
Autres matériels	33 000 €	33 000 €
Constructions bâtiments	1 170 000 €	820 000 €
Entretien annuel des bâtiments	20 000 €	20 000 €
Agenda d'accessibilité programmée	50 000 €	50 000 €
Travaux de bâtiments	1 100 000 €	750 000 €
Installations, matériel et outillage techniques	600 000 €	600 000 €
Voirie - défense de côte	200 000 €	200 000 €
Effacement des réseaux	100 000 €	100 000 €
Travaux voirie et sécurité	300 000 €	300 000 €
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	1 870 300 €	1 520 300 €
FINANCEMENT	2021	2022
FC TVA	203 749 €	299 664 €
Taxe d'aménagement	150 000 €	150 000 €
Remboursement capital emprunt par les budgets annexes	54 791 €	54 791 €
Subventions sur les équipements du Plan Pluriannuel d'Investissement	136 628 €	200 945 €
Cession de terrains ZAC	350 000 €	410 000 €
TOTAL FINANCEMENT	895 168 €	1 115 400 €
BESOIN DE FINANCEMENT RESTANT par autofinancement et emprunt	975 132 €	404 900 €

CONCLUSION

La gestion communale est saine. Les mesures prises en 2017 et 2018 ont abouti aux résultats escomptés, toutefois la commune doit continuer à :

- prendre garde au nivellement contraint de l'épargne nette, de nature à obérer la capacité d'endettement.
- intégrer le concept d'autonomie financière sur les projets d'investissement pour lesquels les soutiens ponctuels de l'Etat ou d'autres collectivités territoriales se raréfient.
- prioriser ses dépenses au regard de ses compétences obligatoires
- entretenir son patrimoine afin de se préserver des conséquences d'un transfert de charges ultérieur vers l'intercommunalité
- accepter de ralentir le rythme des investissements les moins urgents
- engager une politique fiscale cohérente avec une progression maîtrisée, mais réelle, des charges de fonctionnement incompressibles.